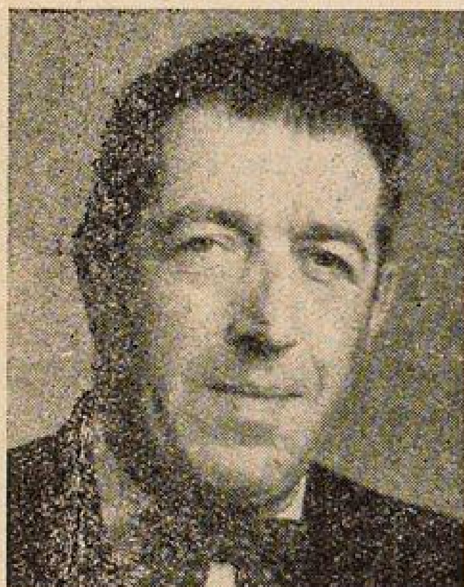
Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Première Circonscription de Loire-Atlantique



F. GUILLET
Candidat



H. MAURICE
Remplaçant éventuel

Sous le signe de la

Rénovation Française

Candidature de

Ferdinand GUILLET

REPUBLICAIN INDEPENDANT

D'ACTION DEMOCRATIQUE, LIBERALE ET SOCIALE

ELECTRICES, ELECTEURS,

En avril dernier, à l'occasion des élections cantonales — les habitants du 2e Canton pourront revoir ma circulaire — j'écrivais :

« Voter pour les Partis, c'est voter pour la décadence du Pays ».

Quelques semaines plus tard la décadence était telle qu'il fallait appeler le Général de Gaulle pour sauver la situation.

Et j'ajoutais :

« Nous pouvons être demain aux prises avec une redoutable crise économique et de chômage ».

Hélas, le chômage a fait son apparition et il est à craindre qu'il ne s'étende dans les mois à venir.

Je ne vous avais donc pas raconté d'« histoires ».

Alors écoutez-moi.

Nous étions en mai. La France n'avait pas de Gouvernement et la crise ministérielle paraissait insoluble. Personne n'y prêtait attention, les gens étaient tellement habitués à cette situation. La principale occupation de nos députés n'était-elle pas de pratiquer le jeu de massacre des gouvernements ? **Ils voulaient tous être ministres, et l'être tous à la fois.**

Ils n'avaient jamais pu aboutir à une véritable réforme de la Constitution, à une réforme électorale, à une réforme fiscale que le Pays attendait depuis des années.

Les Français pliaient sous le poids des impôts que leurs élus votaient sans désemparer et cependant les caisses de l'Etat étaient vides, l'or de la Banque de France gageant notre monnaie avait été dilapidé, les devises manquaient ; il avait fallu aller mendier des dollars en Amérique pour parer au plus pressé.

Sous l'action de la dernière avalanche fiscale, les prix venaient de grimper de 20 %, diminuant d'autant le pouvoir d'achat des salaires et rendant plus précaire encore la situation des vieux travailleurs, des petits retraités, des petits pensionnés, de tous ceux que l'âge, ou l'infirmité, éloigne du travail.

La guerre d'Algérie s'éternisait ; on ne prévoyait aucune issue. En réalité, on s'acheminait vers l'abandon pur et simple. **MM. « Bons Offices » s'apprêtaient à signer le bilan de faillite du Régime et nos alliés à se partager nos dépouilles.** On disait de la France qu'elle était **« l'homme malade de l'Europe ».**

Elle était surtout ou bord de l'abîme.

Un pilote à la barre.

Le Général de Gaulle fut, sur ces entrefaites, nommé chef du Gouvernement.

Vous avez voté, le 28 septembre dernier, dans l'enthousiasme, la Constitution qu'il vous a présentée.

Nous allons appliquer ensemble la nouvelle **loi électorale** dont il vient de doter le Pays. Elle n'est peut-être pas parfaite ; elle marque cependant un souci évident de justice et d'honnêteté.

Le drame algérien évolue favorablement ; les relations des Peuples de la Communauté Française avec la Métropole ont été clairement définies, grâce à l'action persévérante du Chef du Gouvernement.

Mais la situation économique de la France demeure préoccupante.

C'est pour y porter remède que je propose les réformes suivantes :

REFORME DE L'ETAT. — On a dit et redit que l'Etat menait un **trop grand train de vie.** Il faut entendre par là que le domaine de l'Etat a été démesurément agrandi. On a voulu en faire un instrument en vue d'amener progressivement la France vers le Collectivisme ou Communisme tel qu'il fonctionne dans les pays asservis à Moscou. L'entretien de cet Etat fait peser sur le Peuple un fardeau fiscal si lourd qu'il n'en connut jamais de semblable au cours de son histoire. Avant 1914, l'impôt absorbait 15 % des ressources des Français ; ce pourcentage s'éleva à 25 % pendant la période qui sépara les deux guerres mondiales. Il est actuellement de 50 %, si l'on totalise les prélèvements de l'Etat, des départements et des communes.

Alors, je vous le demande, est-ce que cela peut continuer ainsi ?

Que l'Etat soit ramené à ses limites naturelles et le Budget pourrait être réduit dans **des proportions considérables,** sans préjudices pour nos grandes Administrations traditionnellement au service de la collectivité et pour les fonctionnaires et travailleurs de la fonction publique dont les intérêts doivent êre sauvegardés.

REFORME FISCALE. — Le système fiscal actuel est caractérisé par le rôle prépondérant qu'y jouent les impôts indirects, incorporés dans les prix des marchandises et que les acheteurs paient sans s'en apercevoir. D'où leur nom d'impôts cachés. **Ils occasionnent la vie chère.** Artisans, industriels, commerçants sont contraints de les percevoir à la place du fisc et l'opinion a trop tendance à les rendre responsables du coût élevé de la vie, alors qu'ils en sont les victimes comme tout le monde.

La réforme préconisée doit :

— **réduire les charges de la Nation** afin de faire baisser le coût de la vie, revaloriser le pouvoir d'achat des salaires, développer les échanges, encourager les exportations, etc. ;

— **instituer un système simple de perception,** — il en existe, — qui ne fasse plus des commerçants des percepteurs auxiliaires soumis aux contrôles, aux brimades et au dénigrement qui ne leur ont pas été ménagés depuis la Libération ;

— **consacrer l'égalité de tous devant l'impôt.** Est-il normal, par exemple, que les contribuables nantais paient, à revenu égal, 7 fois plus d'impôts que les contribuables de la campagne, pour le seul budget départemental ? Que les commerçants, salariés, fonctionnaires acquittent l'impôt sur le revenu (surtaxe progressive) quand le gros propriétaire terrien (possédant la terre sans la cultiver) dont les revenus sont doubles, triples ou décuples des leurs en soit totalement exonéré ? Que l'essence, supportant 500 % de taxes, soit vendue 53 fr aux uns et 100 fr aux autres ?

Si nous voulons dominer la crise économique et son cortège de chômage, si nous voulons que la France s'adapte au Marché Commun qui doit entrer en vigueur dans quelques semaines, il faut résolument s'attaquer à ces **deux réformes de base** en même temps que pratiquer

UNE POLITIQUE SOCIALE HARDIE :

— **qui respecte les conquêtes de la classe ouvrière** (droit syndical, droit de grève, congés payés, etc.) ;

— **qui assure le plein emploi des travailleurs ;**

— **qui relève les allocations familiales de 20 % pour les salariés et les travailleurs indépendants,** après une réforme d'ensemble sans augmentation des charges pour les entreprises ;

— **qui supprime les abattements des zones de salaires.**

Le marché du travail peut — dans la région nantaise, entre autre — devenir critique au point d'appeler d'autres mesures :

— réduction des heures de travail sans réduction de salaire;

— abaissements de l'âge des retraites ;

— quatrième semaine de congé, etc...

(Ces mesures ne pourraient être supportées par les entreprises qu'à la condition d'être elles-mêmes allégées du fardeau fiscal.)

⁂

Il est encore beaucoup d'autres questions très importantes qui intéressent le Pays au plus haut point :

La Réforme de l'Enseignement et la liberté des familles dans le choix de l'éducation à donner à leurs enfants.

La politique de la construction et du logement ; une tâche immense reste à faire dans ce domaine.

Le respect des droits des Anciens Combattants et des Victimes de la guerre.

La formation des techniciens dont la France a tant besoin.

L'encouragement aux sports et à l'apprentissage.

La solidarité de la Nation envers les vieillards aux modestes ressources qui furent trop souvent les sacrifiés de la société.

Sur le plan local enfin :

Nantes doit demeurer la Capitale Economique de l'Ouest, et dans ce but, ses commerçants doivent être encouragés, son port doit retrouver son activité par la venue de plus nombreux navires, des industries nouvelles doivent pouvoir s'y implanter.

Il faudra aussi, hélas, et cela en plein accord avec les syndicats ouvriers, prendre toutes mesures utiles pour venir en aide aux travailleurs sans emploi et à leurs familles, aussi longtemps que durera la récession.

⁂

Mes chers concitoyens des 1er, 2e et 3e cantons, une tâche immense attend votre élu au lendemain de son élection.

Je vous demande de m'accorder vos suffrages pour essayer de la mener à bonne fin, en mettant à votre service toute mon expérience de la vie et toute ma bonne volonté.

⁂

Pour promouvoir le progrès économique, l'équité fiscale et la justice sociale,

Pour la défense des intérêts des classes laborieuses,

Pour la défense de nos libertés,

Pour une Algérie Française,

Confiants dans les destinées de la Patrie, décidés à soutenir l'action du Général de Gaulle qui mènera la France vers la grandeur et la prospérité,

VOUS VOTEREZ POUR

Ferdinand GUILLET

Croix de Guerre 14-18
Dipl. de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris
Ancien professeur
de l'Ecole Supérieure de Commerce de Nantes
Ancien commerçant, employé d'industrie

CANDIDAT
REPUBLICAIN INDEPENDANT
d'Action Démocratique, Libérale et Sociale

VIVE NOTRE BONNE VILLE DE NANTES,
VIVE LA REPUBLIQUE,
VIVE LA FRANCE.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Henri MAURICE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-1945 avec palme
Médaille de la Résistance avec rosette
Ancien Déporté de la Résistance à Dachau
Métreur-Vérificateur patenté

IMP. DE BRETAGNE. NANTES.